



COMMUNIQUE DE PRESSE

Nancy, le 10 décembre 2024

Conférence de presse du jeudi 12 décembre à la Cité Administrative de Nancy

Un exemple même de la dégradation du Service Public : L'évolution du réseau des Finances Publiques

Par la grève et les manifestations du 5 décembre des centaines de milliers d'agents publics ont censuré les politiques gouvernementales de liquidation de la Fonction publique. 19 % des agents publics étaient en grève selon le ministère de la Fonction publique, 23 % ont été comptabilisés par la Direction Générale des Finances Publiques (27,54% en Meurthe et Moselle), plus de 31 % d'enseignants dont plus de 40 % dans le premier degré (65 % selon la FSU). Les tenants des politiques libérales œuvrent pour préserver les intérêts des plus riches, du patronat et des actionnaires. Leur obsession irresponsable nous appelle à poursuivre notre mobilisation, censure parlementaire ou pas.

Nous l'avons constaté dans la récente période, le service public est le garant d'une continuité de l'État au quotidien et encore plus en période de crise.

Aux Finances publiques, ce service public a permis et permet toujours, tant bien que mal, de renseigner usagers et collectivités.

Cependant, à force de restructurations et de fermetures incessantes, il est de plus en plus compliqué d'avoir un interlocuteur des Finances Publiques face à soi.

Les usagers subissent cela tous les jours en trouvant fréquemment portes closes devant les Centres des Finances Publiques.

Les collectivités elles non plus, ne sont pas en reste.

Dans un récent rapport de l'Association des Maires de France (AMF), il est indiqué, entre autres, « De nombreuses collectivités répondantes regrettent que la restructuration du réseau engagé depuis 2020 et le développement de la dématérialisation aient affaibli les liens personnalisés préalablement créés avec les anciennes trésoreries » .

Ou encore, sont employés les termes de « déshumanisation », « sentiment d'abandon », « difficultés pour contacter leurs interlocuteurs », « échanges uniquement par courriels », « perte de confiance », « perte d'efficacité », source de « tensions, frustrations et incompréhensions ».

Et cela n'est pas prêt de s'arrêter. En effet, la Direction Générale des Finances publiques prévoit de supprimer, au niveau national, 550 emplois pour 2025 , ce qui équivaut à rayer de la carte les effectifs d'un département comme celui des Vosges !!!

550 emplois supprimés en 2023, cela porte les suppressions à plus de 17.000 postes sur les dix dernières années, plus de 33.000 depuis 2008, date de la création de la Direction Générale des Finances Publiques (née de la fusion entre les services des impôts et du Trésor Public).

Un gigantesque plan social, auquel il faut ajouter dans la même période d'importantes réformes dans les missions et l'organisation même des services !

Et tout cela dans le plus grand silence, alors même que les gouvernements qui se sont succédé sur cette période ont fait semblant de s'émouvoir lorsqu'une entreprise privée décidait de licencier ses salariés. Faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais ...

Dans le même temps, nos Directeurs successifs s'épanchent dans les médias sur la qualité et l'intérêt pour les contribuables que constituent le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu, le paiement des impôts, amendes, factures des collectivités locales chez les buralistes, la mise en place de «France Services » ... alors que ces dispositions visent en fait à « éponger » les suppressions d'emplois.

Pour Solidaires et la CGT Finances Publiques 54, il faut qu'enfin soit posée la question de l'augmentation des recettes de l'État et que cesse le diktat unique et permanent de la baisse de la dépense publique, qui conduit la population à de plus en plus de précarité dans tous les domaines de la vie sociale.

Car le rôle de l'administration des Finances publiques est essentiel !

Les suppressions d'emplois aux Finances publiques, cela implique :

- moins de service public puisque moins d'accueil du public, nos guichets étant de moins en moins fréquemment ouverts ;
- moins de qualité du service rendu (lignes téléphoniques saturées en raison justement de la fermeture des guichets, applications informatiques souvent défectueuses, etc ...) ;
- moins de présence territoriale, avec la fermeture de nombreux centres des Finances publiques ;
- une prise en compte des publics fragiles détériorée par un recours au « tout numérique » ;
- une lutte insuffisante contre la fraude fiscale, et donc, par ricochet, des impôts supplémentaires qui se reportent sur l'ensemble de la population. Moins de rentrées fiscales, cela signifie aussi moins d'hôpitaux, moins d'écoles, des routes moins bien entretenues ... Il s'agit d'une orientation politique qui vise à servir les intérêts de quelques-uns, bien souvent les mêmes qui ont bénéficié de la suppression de l'ISF.

Nous sommes aujourd'hui devant les portes de la nouvelle Cité Administrative de Nancy. A n'en point douter, la presse sera certainement bientôt conviée à découvrir le nouvel accueil flambant neuf. C'est vrai qu'il est beau et neuf.

Mais ce dont ont besoin les usagers, c'est surtout d'un accueil qui soit ouvert.

Ici, à la Cité Administrative de Nancy, la « vitrine » de notre Administration, celui-ci déjà n'est ouvert que 4 matinées par semaine.

Mais hors des frontières de la Métropole du Grand Nancy, la réalité est encore pire.

Prenons l'exemple du Centre des Finances Publiques de Toul.

Le Centre des Finances Publiques de Toul est emblématique de la dégradation du Service Public rendu tant aux citoyens qu'aux collectivités locales.

En terme d'emplois, il y a quelques années, plus de 50 agents travaillaient à la Trésorerie ou au Centre des Impôts de Toul.

Aujourd'hui, ils ne sont plus qu'une quinzaine, et le Service des Impôts des Particuliers (SIP) a été fermé (tout comme celui de Pont à Mousson).

Avec tout ce que cela engendre en terme de service public rendu à l'utilisateur, en commençant, justement, par son accueil.

Hors période d'activité intense (campagne d'impôt sur le revenu notamment), le Centre des Finances Publiques de Toul n'est plus ouvert au public que 2 heures par semaine. En dehors de cette plage horaire, les usagers devront prendre leurs téléphones (en espérant avoir un agent au bout du fil) ou effectuer leurs démarches par internet. Notre administration est en train d'être transformée en une entité déshumanisée.

**Suppressions continues d'emplois, liquidation de services et de sites, méthodes de travail industrialisées, rémunérations qui ne suivent pas, « management » de plus en plus souvent toxique :
aux Finances Publiques comme dans de nombreux autres services publics, le mal être au travail ne fait que s'aggraver.
Tout cela, au détriment du service rendu à l'utilisateur.**

**Voilà ce que dénoncera, entre-autres,
l'intersyndicale CGT, FSU et SUD Solidaires 54
devant la Cité Administrative de Nancy, 47 rue Sainte Catherine,
ce jeudi 12 décembre à 12h.**

Contacts :

Jean-Christophe BERCHE, Co-Secrétaire de Solidaires Finances Publiques 54
06.32.37.79.81

Franck STOCKER, Secrétaire de la CGT Finances Publiques 54
06.79.77.58.12